

Rapport de jury :

Analyse monétaire et politique économique

Le jury a corrigé 280 copies pour une moyenne de 6,7. La médiane s'est établie à 7 et l'écart-type à 4,08. Il est à noter que 21 copies sont blanches, soit 7,5%. Il y a également 78 copies qui ne dépassent pas l'introduction, soit 28%. La distribution des notes est la suivante :

Notes	[00-05]]05-08]]08;10]]10;12]]12;15]]15;20]
Nombre de copies	101	89	42	22	13	13
Pourcentage	36%	32%	15%	8%	5%	5%

Le sujet était : « Les politiques économiques face à la soutenabilité de la dette »

1. Remarques générales sur les copies

De nombreuses copies ne traitent que des politiques budgétaires conjoncturelles en oubliant les politiques monétaires et surtout les politiques structurelles que les candidats ont été très minoritaires à évoquer. Cela est extrêmement dommageable quand on sait que la soutenabilité se juge davantage à long terme. Les définitions de soutenabilité n'ont pas été très rigoureuses. Le terme a été régulièrement confondu avec la solvabilité. Enfin, beaucoup de copies passent à côté du terme "face à" et ne traitent ainsi qu'une partie du sujet voire sont largement hors-sujet. En effet, la plupart des copies ont traité de la problématique : "Quelles politiques économiques peuvent permettre de réduire la dette ?". Ainsi, de nombreux candidats ont présenté dès l'introduction les politiques économiques comme ayant pour seul objectif celui de limiter la dette.

En partie à cause du manque de rigueur dans les définitions, l'articulation problématique/plan est souvent bancal et les candidats cernent mal les termes du sujet.

Dans les développements, un manque flagrant d'actualisation des théories et des connaissances est à noter. La confusion quasi permanente entre taux d'intérêt directeur et taux d'intérêt auquel empruntent les Etats est symbolique du manque de compréhension des mécanismes économiques par l'immense majorité des candidats. Et le peu d'éléments actuels offrent un florilège d'expressions journalistiques, ce qui n'est pas très heureux. Le niveau d'orthographe est inquiétant dans de nombreux cas.

2. Eléments de correction

Les politiques économiques sont l'ensemble des interventions mises en œuvre par l'Etat pour atteindre certains objectifs. Parmi ces politiques économiques, il y a les politiques dites structurelles qui se focalisent sur une modification des structures de l'économie et ont donc des effets à long terme et les politiques conjoncturelles qui s'adaptent davantage aux cycles économiques afin de réguler l'économie à court terme.

La dette est la somme des déficits accumulés au fil du temps. La question de la soutenabilité se pose quand il existe un risque pour que la somme des recettes actualisées anticipées soit insuffisante pour recouvrir la somme des dépenses futures. Un des critères essentiels pour juger de cette soutenabilité est le ratio dette/PIB. Ainsi, la convergence ou la divergence de la dette dépendra de la différence entre la croissance de la dette et la croissance du PIB. Les variables importantes sont donc les

excédents/déficits budgétaires, le taux d'intérêt (auquel les Etats empruntent !!) et le taux de croissance économique des Etats.

Enfin, le terme « face à » amène à s'interroger sur « Dans quelles mesures les politiques économiques sont-elles contraintes par la dette ? » et pas simplement sur « Comment les politiques économiques peuvent améliorer la soutenabilité de la dette ? ».

Dans ce sujet, différents raisonnements étaient acceptables/attendus (non exhaustif) :

- La mise en œuvre des politiques économiques se retrouve contrainte face au danger de non soutenabilité de la dette
 - L'équivalence ricardienne joue de manière plus significative à partir d'un certain seuil et les relances budgétaires de court terme risquent de moins bien fonctionner.
 - Le pacte de stabilité et de croissance peut être davantage contraignant quand on est au-delà des limites, notamment si les politiques structurelles d'investissement dans les infrastructures ou la recherche sont incluses dans la règle d'or budgétaire.
 - Baisser la pression fiscale devient difficile quand on a besoin d'avoir des rentrées fiscales alors que baisser la pression fiscale est nécessaire pour libérer la croissance...
- Les politiques économiques permettant de restaurer la soutenabilité de la dette :
 - Conjoncturelles :
 - Budgétaire :
 - Politique d'austérité pour diminuer le déficit à court terme avec le risque de nuire à la croissance...
 - Politique de relance pour augmenter la croissance avec le risque de subir une équivalence ricardienne, une contrainte extérieure ou un effet d'éviction.
 - Monétaire :
 - Baisser les taux d'intérêt directs afin de relancer la croissance
 - Mettre en place des politiques monétaires dites non conventionnelles en rachetant des titres de la dette des Etats sur les marchés secondaires afin de faire baisser le taux auquel empruntent les Etats.
 - Structurelles :
 - Réformer la politique sociale afin d'améliorer l'efficacité de l'Etat dans sa volonté de minimiser les risques économiques et sociaux.
 - Mettre en œuvre des réformes des institutions, de l'éducation, une modernisation des infrastructures, des pôles de compétitivité afin d'augmenter la croissance à long terme...
 - Privatiser, autonomiser certains secteurs comme les services dégroupables basés sur des infrastructures publiques, ou des universités afin de diminuer leurs coûts et améliorer leur efficacité.
 - Mettre en œuvre des solidarités au niveau de l'UE afin de pérenniser l'institution, financer des grands projets d'investissement (énergies, transport, recherche) et de soutenir les Etats trop endettés.
 - Lutter contre la fraude fiscale
 - Mettre en place des réformes structurelles permettant de faire diminuer le chômage (baisse du déficit et augmentation de la croissance) : réforme de la formation, réforme du droit du travail, modification du coût du travail.